

## **PHILIPPINES**

### **La sécurité des civils doit être garantie**

*Index AI : ASA 35/005/2003*

« *La sécurité des civils de Mindanao doit être garantie* », a déclaré Amnesty International aujourd'hui (vendredi 14 février), après une journée de cessez-le-feu proclamée mardi entre les troupes gouvernementales et les combattants du *Moro Islamic Liberation Front* (MILF, Front de libération islamique moro), au centre de l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines.

Selon des renseignements contradictoires, entre 17 et 175 personnes ont été tuées lors des combats qui ont repris et se sont intensifiés depuis la fin du cessez-le-feu. Amnesty International est gravement préoccupée par des informations émanant des forces gouvernementales, selon lesquelles sept civils comptent parmi les victimes et d'autres civils auraient été pris en otages par le MILF.

Les affrontements, qui ont débuté aux alentours de la ville de Pikit et se sont depuis étendus aux provinces voisines, auraient déplacé plus de 40 000 civils. Bien qu'ils aient, semble-t-il, majoritairement opposé les forces gouvernementales au MILF, les responsables du gouvernement ont déclaré que leur cible n'était pas le MILF, mais une bande qui pratiquerait des enlèvements dans la région.

« *Toutes les parties au conflit sont tenues de respecter l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève adoptées en 1949* », a rappelé Amnesty International.

Cet article interdit aux gouvernements, tout comme aux groupes armés d'opposition, de se livrer à la torture et de tuer de manière délibérée des civils ne prenant pas part aux hostilités. Il proscrie également de prendre des otages et de porter atteinte aux blessés, aux prisonniers ou à ceux qui cherchent à déposer les armes.

« *Il incombe à toutes les parties engagées dans un conflit quel qu'il soit de respecter la vie des civils* », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

### **Contexte**

Depuis les années 70, les tensions politiques occupent une place importante sur l'île de Mindanao et ses voisines. Ces îles

abritent la majorité des musulmans qui vivent dans une nation majoritairement catholique. Des pourparlers de paix sporadiques entre le gouvernement des Philippines et le plus important des groupes armés séparatistes islamistes, le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF, Front de libération islamique moro), se poursuivent tant bien que mal dans un contexte d'hostilités réciproques.

Ces dernières années, les forces du gouvernement tout comme les groupes armés d'opposition ont perpétré de graves atteintes aux droits humains dans le cadre du conflit qui sévit à Mindanao.

Amnesty International condamne les violations imputables aux gouvernements et aux forces gouvernementales, ainsi que les exactions commises par les groupes armés d'opposition. Toutefois, sa position n'implique nullement la reconnaissance ni la condamnation du MILF, pas plus qu'elle ne constitue un commentaire sur la légitimité de ses objectifs ou de son programme politique. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site web [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)**